

ATTENTION DANGERS : SEMAINE EN 4 JOURS ET NOUVELLES ATTAQUES CONTRE LE STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE !

Comme l'a rêvé G. Attal, le Ministre de la transformation et de la fonction publiques s'attaque une nouvelle fois aux fonctionnaires et donne mandat aux directeurs généraux des administrations d'y aller à fond !

Le miroir aux alouettes : expérimentation de la semaine en 4 jours

Sans surprise la Directrice générale à peine arrivée s'est inscrite pleinement dans l'expérimentation de la semaine en 4 jours souhaitée par le gouvernement.

La semaine en 4 jours ce n'est ni plus ni moins que **du temps de travail compressé (du TTC)** détériorant ainsi un peu plus les conditions de travail. Nous sommes loin du progrès social tant vanté par ce gouvernement !

Module horaire hebdomadaire	Heure de départ (semaine en 4 jours) (prenant en compte la pause périodique minimum de 45 minutes)		
	pour une arrivée à 7h30	pour une arrivée à 8h00	pour une arrivée à 8h30
35h00	17h00	17h30	18h00
36h12	17h18	17h48	18h18
37h30	17h37	18h07	18h37
38h00	17h45	18h15	18h45
38h30	17h52	18h22	18h52

Le **TTC** c'est le risque de la remise en cause des droits et garanties des personnels en fonction de la modalité de l'expérimentation : choix individuel du module horaire, temps partiel, l'option télétravail.

Le **TTC** c'est des espaces de travail rognés en lien avec la politique immobilière de l'État.

Le **TTC** c'est le risque de mettre à mal des collectifs déjà pressurisés.

Le **TTC** c'est pour l'administration, moins d'écrêtements, la fin des jours RTT, car pour que ça soit tenable le module 36h12 s'imposera naturellement pour concilier vie personnelle et vie professionnelle.

Pour Solidaires Finances Publiques, cette expérimentation proposée à toutes les directions sans avoir fait l'objet d'un cadrage national amène des interrogations légitimes des personnels, de la hiérarchie.

Pour améliorer nos conditions de travail, la question de la réduction du temps de travail est cruciale.

Pour Solidaires Finances Publiques c'est la semaine à 32 heures sans perte de salaire. Cette revendication permet de partager le travail en créant des emplois. C'est travailler moins pour travailler toutes et tous !

Remise en cause du statut justifié par le manque d'attractivité !

Après avoir entretenu le fonctionnaire bashing depuis des années,

Après avoir gelé la rémunération des fonctionnaires depuis plus de 20 ans amenant une perte de pouvoir d'achat de 25%, ce gouvernement s'interroge voire s'inquiète du manque d'attractivité de la Fonction Publique.

Face à cet état de fait qui n'est pas contesté par les organisations syndicales et au cas particulier par Solidaires Finances Publiques, certaines pistes envisagées par Stanislas Guerini sont tout simplement inacceptables :

- faciliter le recrutement de « talents » diversifiés par une

remise en cause du recrutement par voie de concours, ceci conduisant à des approches utilitaristes minimalistes, un risque de « copinage » et à instaurer la notion d'agents « jetables » ;

- placer au cœur de la carrière des agentes et des agents l'évaluation professionnelle pour déterminer une rémunération variable en fonction du mérite mais aussi pour faciliter le licenciement pour insuffisance professionnelle ;

- revoir la construction du statut par catégories A, B, C pour faciliter la mobilité c'est à dire passer d'une logique de fonction publique de carrière à une logique de métiers.

**Devant de tels projets, Solidaires Finances Publiques le dit haut et fort :
ON NE SE LAISSERA PAS FAIRE !**